

MALAISIE : CAPITALISME ET NATIONALISME

par Jean-Pierre DURAND*

et

Joyce SEBAG*

Ancienne colonie britannique, la Fédération malaisienne a obtenu son indépendance en 1957. Le Sultan de Brunei (petit état pétrolier au nord de Bornéo) s'en sépare en 1963, bientôt suivi en 1965 de Singapour, à majorité chinoise. Les 22 millions de Malaisiens se concentrent dans la péninsule, les deux états du Kalimantan (ex-Bornéo) restant occupés par une dense forêt primaire et par des marécages. Petite nation par rapport à ses grands voisins (Indonésie : 210 millions d'habitants, Thaïlande, Philippines, Viet-Nam avec 70-80 millions d'habitants), la Malaisie tient un rôle particulier en Asie orientale et dans l'ASEAN : sa stabilité politique —jusqu'à maintenant— et des dispositions fiscales et douanières avantageuses lui ont permis d'attirer les capitaux étrangers, essentiellement dans l'électronique. La crise asiatique de la fin 1997 l'a affectée en dépréciant le ringgit de 40 % par rapport au dollar au plus mauvais moment (35 % aujourd'hui). Pourtant, la Malaisie n'a pas eu à faire appel au FMI, signe à la fois d'une fermeté politique et d'une structure économique et financière quelque peu différente de celle de ses voisins.

FABRICE NOLLEN 6/10/98 18:10

Supprimé :

Un capitalisme nationalitaire

En Malaisie coexistent trois ethnies : les Malais au Bumiputras, c'est à dire "les fils du sol" (57,6 %), les chinois (25,6 %), les Indiens (10 %) et les immigrés (6,3 %). L'Alliance au pouvoir depuis l'indépendance est dominée par l'UMNO (United Malays National Organization), parti des malais. A la suite des troubles raciaux de 1969 au cours desquels des Malais s'en sont pris aux biens des chinois, le rééquilibrage économique entre ethnies devenait nécessaire.

Désigné à la tête de l'UMNO en 1981 puis nommé Premier Ministre, le Dr Mahathir Mohamad, a prôné la *discrimination positive* au bénéfice des hommes d'affaires bumiputras : "Pour restructurer une société, vous devez aller vite. Nous avons seulement vingt années devant nous. Par exemple, le gouvernement avait établi (en 1970) que les Malais devaient détenir dans le futur 30 % du capital industriel et commercial, et les Chinois 40 %, même s'ils étaient moins nombreux (...). Cela

* Professeurs de Sociologie, Centre Pierre Naville de l'Université d'Evry.

signifiait que les Bumiputras devaient multiplier par 20 leurs avoirs. Vous devez travailler très dur pour les former, les motiver, les persuader de faire des choses utiles pour eux, les punir même"¹. Concrètement, cette politique signifie le soutien économique à une classe d'hommes d'affaires Bumiputras à travers des subventions étatiques, des prêts à bas taux ou des garanties de l'Etat pour l'accès au marché international des capitaux. Aujourd'hui, ce sont quarante à cinquante gros entrepreneurs —en général, liés à l'UMNO— fidèles au Premier Ministre qui leur fait totale confiance. Ceux-ci bénéficient des chantiers des infrastructures (autoroutes, télécom, travaux publics, bâtiments, etc.) ou de protection douanière particulière, comme pour l'industrie automobile par exemple.

A partir de 1986, les capitaux étrangers affluent dans les zones industrielles et les zones franches, jusqu'à représenter plus de 50 % de la formation du capital brut en Malaisie. Les exonérations fiscales et des droits de douane permettent à la Malaisie de construire, grâce à sa main d'œuvre bon marché, une industrie électronique compétitive : tous les grands fabricants mondiaux de composants électroniques ou de lecteurs de disques sont présents dans l'état de Penang où ils emploient plus de 120 000 salariés. Cette politique d'attraction des capitaux étrangers a mis fin au chômage (2,7 % en 1997) et certaines firmes électroniques ont dû faire appel massivement à la main d'œuvre thaïlandaise, bangladaïsi ou philippine (en général rémunérée 30 à 45 % de moins que les Malais). Le bâtiment, mais aussi l'agriculture industrielle (huile de palme, hévéas) occupent des immigrés (Bangladaïsi, Pakistanais) en nombre important. On estime à 2,5 millions le nombre d'immigrés dont un million de clandestins : ce sont bien sûr les premiers à être remerciés et invités à retourner dans leur pays d'origine. Les investissements étrangers réalisés dans les activités tournées en partie vers le marché national doivent impérativement s'associer avec le capital malaisien. A nouveau la discrimination positive intervient : les groupes malais doivent y détenir la majorité du capital national, le reste étant possédé par les Chinois ou les Indiens. Par ces deux voies, les dirigeants du pays souhaitent que les Bumiputras apprennent le fonctionnement des affaires, le maniement des circuits bancaires et le management. De leur côté —ou en association étroite avec le capital malais— les Chinois continuent à développer leurs activités industrielles et de services, s'appuyant sur leurs réseaux régionaux à Singapour, en Indonésie, Taiwan, Hong Kong et bien sûr en Chine.

Le résultat de cette alchimie économique et financière saute aux yeux du visiteur arrivant à Kuala Lumpur : cette ville a construit autant de chambres d'hôtel de catégorie internationale en deux ans que Paris en dix ans, et érigé des dizaines de tours de

¹Interview du Dr Mahathir à *Asian Affairs*, printemps 1998.

bureaux. Les tours jumelles de Petronas (Compagnie nationale), les plus hautes du monde (451,9 mètres) témoignent de cette volonté de modernité et d'appartenance aux pays industrialisés. Le programme "Vision 2020" promettait d'ailleurs, avec le taux de croissance des années passées de projeter la Malaisie au niveau des NPI en 2020 en terme de consommation, de couverture sociale et d'accès massif aux technologies modernes. Le Dr Mahathir a toujours prôné les industries à charge symbolique très forte, que ce soit l'électronique, les télécoms ou l'automobile. La Malaisie possède ainsi une industrie nationale automobile à travers Proton en particulier (en association avec Mitsubishi et maintenant avec Citroën) qui couvre 85 % des besoins nationaux et exporte aujourd'hui en Europe. L'Etat a lancé un vaste projet de "Supercouloir Multimédia" dont le Comité de pilotage rassemble tous les PDG des grands groupes mondiaux de l'électronique et des télécom. Situé entre la capitale et le nouvel aéroport, cet espace de 50 kms sur 15 kms sera équipé de réseaux à très large bande et les investisseurs bénéficieront d'exonérations maximales, de liberté totale de mouvements des capitaux et de cyberlois favorisant la création et la protection intellectuelles. A coté de cette *Cyberjaya*, le projet prévoit la construction de la nouvelle capitale administrative, *Putrajaya*.

Qu'en est-il, au delà de ces projets attrayants et des succès économiques, du rééquilibrage au bénéfice des Bumiputras et surtout de la redistribution des biens aux plus démunis ? S'il existe maintenant une classe capitaliste et des classes moyennes malaises bien visibles à Kuala Lumpur, dans les hôtels de luxe ou dans de puissantes limousines, d'importantes inégalités sociales demeurent. Mais la malnutrition a été écartée et la misère se raréfie. D'où une assise populaire assez large du régime Mahathir. Laquelle se trouve aussi renforcée par la qualité du compromis passé avec la communauté chinoise : si la discrimination positive l'exclut des bénéfices immédiats des aides étatiques, elle partage toujours le pouvoir économique et participe au gouvernement avec des portefeuilles non négligeables : transport, santé, collectivités locales, etc. ...

Ainsi le Dr Mahathir, jusqu'à cet été 98, ne possédait guère d'opposition. Celle du Parlement ne propose pas d'alternatives crédibles, tandis qu'il n'existe pas à proprement parler d'opposition de gauche comme c'est le cas par exemple en Corée avec un puissant mouvement syndical. En Malaisie, l'unique centrale syndicale, le Malaysian Trades Union Congress (MTUC) reste sous contrôle. D'une part, la population rurale nouvellement salariée a accès à des biens inconnus voici deux décennies : l'absence de couverture sociale, d'assurance chômage et la faiblesse des retraites ne sont pas vécues comme des manques par une population jeune qui n'a pas conscience de ce qui existe

ailleurs. D'autre part, les textes en vigueur réglementent sérieusement l'activité syndicale et le droit de grève : seuls les syndicats d'entreprise sont autorisés dans les secteurs considérés comme stratégiques (électronique, automobile...) tandis qu'une suite de médiations jusqu'au ministère des Ressources Humaines empêche de fait l'aboutissement des revendications, quelquefois relayées par des actions anti-syndicales de certains employeurs. La principale opposition populaire vient du parti islamiste, essentiellement implanté dans les états du nord du pays et qui vient de faire élire un député. Le Premier Ministre prend la menace au sérieux puisqu'il va fréquemment défendre sa politique sur le terrain, y compris en prônant un islam offensif, en particulier au Proche-Orient.

Nationalisme ou isolationnisme ?

Du point de vue politique, la crise financière qui agite toute l'Asie a eu pour effet de rompre durant l'été 1998 l'unité gouvernementale. Deux thèses s'affrontaient depuis le début de l'année. Celle du Dr Mahathir qui dénonçait un complot international voulant déstabiliser les structures saines de la Malaisie et celle d'Anwar Ibrahim, Vice-Premier Ministre et ministre des Finances. Lequel considère que le modèle malaisien s'essouffle et qu'il est grand temps de moderniser les pratiques économiques et les structures bancaires malaisiennes pour les hisser au niveau des standards internationaux. D'une certaine façon Anwar préconise le recours aux solutions du FMI (il appartient par ailleurs à sa direction), d'où le soutien que lui accorde l'Occident. En particulier Anwar prône une transparence totale dans la distribution des prêts ou subventions et dans la composition ou la comptabilité des groupes malaisiens : en effet, tandis que l'association au capital malais est la plupart du temps obligatoire, les investisseurs étrangers ne parviennent pas à obtenir la liste précise des actionnaires, ni les résultats financiers réels de leur futur associé. Ce qui ne manque pas de les décourager et menace même les projets en cours.

Pour faire face à la fronde de son ministre des Finances, le Dr Mahathir a rappelé l'homme d'affaires et initiateur du modèle malaisien, Tun Daim Zainaddin en juin 1998. Puis sur le modèle des "banques-pont" du Japon ou de la Corée, le gouvernement a créé un Fonds d'intervention (Pengurusan Danaharda Nasional Bsd) susceptible de lever 25 milliards de RM en 18 mois (38 milliards de francs) pour racheter les prêts douteux des banques. En même temps apparaissaient des signes de durcissement et de durabilité de la crise : les liquidités continuaient à se faire rares ; le renchérissement des prêts à la consommation faisait chuter celle-ci avec un risque de récession encore plus profonde tandis que les chances d'exporter s'amenuisaient puisque les pays voisins spécialisés dans les mêmes produits avaient connu la même dépréciation de leur monnaie.

L'intensification du conflit entre les deux hommes politiques et les menaces mutuelles de dénonciation de corruptions (l'entourage d'Anwar aurait bénéficié de privatisations avantageuses tandis que le fils Mahathir est devenu un homme d'affaires à grosse fortune) a conduit le Dr Mahathir à limogé son Vice-Premier Ministre et dauphin désigné. Pour le réduire au silence des attaques sur sa vie privée ou sur des relations avec des étrangers "susceptibles de menacer la sécurité du pays" pourraient préfigurer une inculpation pour sédition. Anwar a répondu en lançant un "mouvement de la réforme" contre le népotisme et la corruption du gouvernement Mahathir.

Au-delà de ce conflit politique, plusieurs interrogations demeurent. Ici, comme au Japon, comme en Thaïlande ou comme en Corée —et certainement comme à Singapour, à Taiwan ou à Hong Kong—, lorsque le développement économique ne s'accompagne pas d'une démocratisation de la vie politique et sociale, les "barons" des régimes trébuchent sur le premier obstacle parce que toute modification de leurs pratiques déstabilise le compromis et les équilibres à l'intérieur des appareils autoritaires qui les maintiennent en place. D'où la tentation de créer ou de renforcer les unanimismes traditionnels fondés sur la dénonciation de la menace extérieure (le complot international), ou des privilèges de certaines minorités (les Chinois en Indonésie) ou fondés sur le nationalisme religieux afin de prendre de court l'opposition islamiste.

Mais en même temps, l'ensemble de cette politique, accompagnée du rétablissement du contrôle des changes, puis le maintien de la discrimination positive et de l'opacité du fonctionnement du capital malais, risquent de ruiner en quelques mois la confiance internationale acquise par la Malaisie en plusieurs décennies.

Est-il possible de participer à la *globalisation* sans en subir les règles imposées par des puissances financières de plus en plus impersonnelles ?

Structure des exportations par produits

• Produits électriques et électroniques	51 %
• Articles manufacturés	14 %
• Matières brutes (dont pétrole et minéraux)	13 %
• Huile de palme	5 %
• Produits chimiques	4 %
• Produits alimentaires	3 %
• Divers	10 %

Balance des paiements (millions de RM)

	1995	1996	1997	1998 (prévisions)
Exportations (FOB)	179,5	193,1	218,7	298,8
Importations (FOB)	199,5	183,0	207,6	271,2
Solde balance commerciale	0,1	10,2	11,1	27,6
Solde services	-19,4	-19,5	-20,8	-25,3
Transferts	-2,5	-2,9	-3,7	-3,8
Balance courante	-21,8	-12,3	-13,4	-1,4
(en % du PNB)	(-10,5)	(-5,1)	(-5,1)	(-0,5)
Réserves de la banque centrale	63,8	70	59,1*	nc

* Baisse due aux interventions pour limiter les effets des attaques contre le ringgit et aussi à une modification des règles comptables de la banque centrale

Sources : *Bank Negara 1997 annual report* et *In the Eyes of the Tiger*. Midden Agenda, Limkokwing Integrated, Petaling Jaya, 1998.

QUELQUES CHIFFRES

- PIB par habitant

1970 : 360 \$ (USD)

1990 : 2 301 \$

1997 : 4 269 \$ (avant la dévaluation du ringgit)

- Taux de croissance annuel

1988-96 : 8,8 % en moyenne

1997 : 7,5 %

1998 : - 1 à 2 % (prévision)

- Taux d'inflation

1996 : 3,5 %

1997 : 2,9 %

1998 : 7 à 8 % (prévision)

- Surplus du budget de l'état (en % du PNB)

1996 : 4,2 %

1997 : 3,4 %

1998 : -1,8 % (prévision, en fonction des grands travaux financés par l'Etat pour soutenir l'activité économique)

- Dette extérieure (en milliards de RM)

1995 : 85

1996 : 98,8

1997 : 166,2 (la croissance tient essentiellement à la dégradation du ringgit)

La dette extérieure est constituée à 75 % d'emprunts à long et moyen termes. Elle représente 60 % du PNB environ.

- Service de la dette (par rapport aux exportations de biens et de services)

1995 : 6,5 %

1996 : 6,1 %

1997 : 5,7 %

1998 : n.c.

- Investissements : les investissements directs étrangers (IDE) ont été très importants de 1986 à 1997, représentant 55 % de la formation brute de capital fixe en 1996. Les IDE proviennent, par ordre d'importance, du Japon, des Etats-Unis, de Singapour, d'Allemagne, de Taiwan, de France.